



Le Quotidien

Statistique Canada

Le vendredi 26 septembre 2003

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Comptes du bilan national, deuxième trimestre de 2003	2
La valeur nette nationale a atteint 121 900 \$ par habitant à la fin du deuxième trimestre . La valeur nette a progressé plus rapidement qu'au premier trimestre parallèlement au ralentissement de la croissance de la dette extérieure nette.	
Détention provisoire, 1986-1987 à 2000-2001	5
Diplômés universitaires de la Colombie-Britannique : évolution des revenus au fil du temps	5
Indice des prix des produits agricoles, juillet 2003	6
Fer et acier primaire, juillet 2003	8
Transporteurs routiers de marchandises pour compte d'autrui : tous les transporteurs, premier trimestre de 2003	8
Produits pétroliers raffinés, avril 2003	8
Nouveaux produits	9
Calendrier des communiqués : 29 septembre au 3 octobre	11



Communiqués

Comptes du bilan national

Deuxième trimestre de 2003

La valeur nette nationale s'est chiffrée à 3,9 billions de dollars, ou 121 900 \$ par habitant, à la fin du deuxième trimestre.

La progression de la valeur nette nationale est rattachée au ralentissement de la croissance de la dette extérieure nette

La valeur nette nationale a augmenté à un rythme plus rapide (+1,3 %) au deuxième trimestre, en raison de la croissance plus faible de la dette extérieure nette, c'est-à-dire l'écart entre ce que les Canadiens doivent aux non-résidents et ce que ces derniers nous doivent. L'augmentation de la dette extérieure nette est encore une fois reliée à la hausse de la valeur du dollar canadien, qui a eu une incidence plus forte sur les actifs canadiens libellés en devises étrangères que sur les passifs libellés en devises étrangères.

La croissance du patrimoine ralentit parallèlement à l'affaiblissement de l'économie

Le patrimoine national, soit les actifs non financiers comme les immeubles résidentiels, les automobiles et les terrains, ainsi que le capital fixe et les stocks des entreprises, s'est chiffré à 4,1 billions de dollars. Sur une base désaisonnalisée, on observe un ralentissement de la croissance, celle-ci étant passée de 1,7 % au premier trimestre à 1,5 % au deuxième trimestre, parallèlement à l'essoufflement économique. La variation des actifs non financiers a reflété les dépenses intérieures ainsi que les réévaluations attribuables à la fluctuation des prix. La longue période d'expansion du secteur résidentiel a continué de stimuler la croissance du patrimoine. La hausse de la valeur des biens immobiliers résidentiels s'explique à la fois par l'incidence d'une demande soutenue sur le marché de la revente et par la persistance des niveaux élevés des activités de construction. Le capital des entreprises et les biens de consommation durables ont augmenté moins rapidement au cours du trimestre. Les stocks, quant à eux, ont diminué.

Note aux lecteurs

Les **comptes du bilan national** regroupent les bilans des divers secteurs de l'économie. Ils se composent des actifs non financiers dans les divers secteurs de l'économie et de l'encours des engagements financiers. Le **patrimoine national** est la somme des actifs non financiers, soit les actifs produits, les terrains entourant les bâtiments et les terres agricoles, de tous les secteurs de l'économie. La **valeur nette nationale** est le patrimoine moins la dette extérieure nette (l'endettement envers les non-résidents moins la dette de ces derniers à notre égard – le bilan des investissements internationaux du Canada). Elle représente également la somme de la valeur nette des particuliers, des sociétés et des administrations publiques.

Les séries trimestrielles disponibles remontent au premier trimestre de 1990. Pour le moment, seules certaines séries sont offertes sur une base désaisonnalisée. Toutefois, d'autres données désaisonnalisées seront fournies durant l'année. Le texte présente des données qui ne sont pas ajustées pour tenir compte des variations saisonnières, à moins d'avis contraire.

Les utilisateurs sont priés de noter que les données relatives aux investissements canadiens dans des titres négociables étrangers (investissements à l'étranger) peuvent, dans le cas de certains secteurs des investisseurs institutionnels, différer de celles provenant des enquêtes de Statistique Canada, en particulier pour les années récentes. Cette différence tient à l'écart de plus en plus marqué entre la valeur comptable des titres négociables étrangers détenus par des investisseurs canadiens et la valeur comptable sous-jacente des sociétés étrangères dont les actions sont détenues et négociées. Cette situation persistera au cours des prochains trimestres, car les Comptes du bilan national continueront d'être fondés sur le même concept que le Bilan des investissements internationaux en ce qui touche l'évaluation des investissements canadiens dans les titres de participation étrangers. Cependant, le problème sera réglé, car l'on passera, tant pour les Comptes du bilan national que pour le Bilan des investissements internationaux, à une méthode d'évaluation commune des titres négociables fondée sur leur valeur marchande.

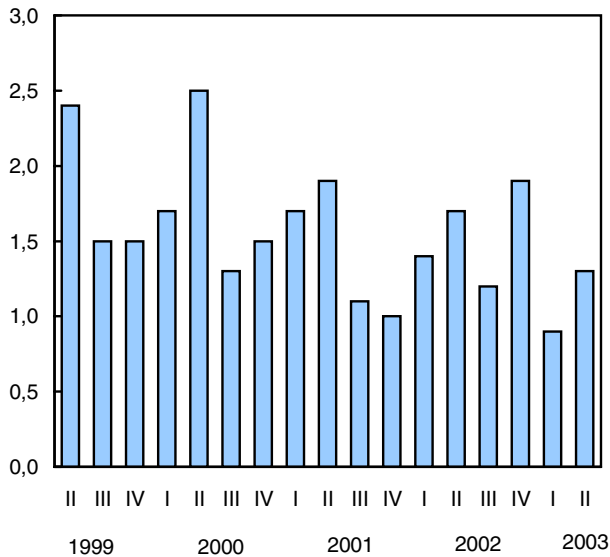
Une mesure annuelle du patrimoine national incluant certaines ressources naturelles choisies est également offerte.

La croissance de la dette est limitée par la hausse du dollar canadien

La dette totale contractée sur les marchés de crédit, soit les effets à court terme, les emprunts, les hypothèques et les obligations, a légèrement augmenté au deuxième trimestre, en raison d'une demande saisonnière accrue de fonds dans le secteur des ménages, mais cette progression a été considérablement endiguée par une deuxième hausse trimestrielle consécutive du dollar canadien. Les emprunts libellés en devises étrangères ont diminué tant dans le secteur des sociétés que dans celui des administrations publiques.

Valeur nette nationale

Variation en %



Le bilan des entreprises continue de se raffermir

La baisse des dépenses en capital, conjuguée à d'importants bénéfices non répartis, a permis au secteur des sociétés d'accroître, au deuxième trimestre, des excédents déjà considérables. Grâce à cela et à la réduction de la dette libellée en devises étrangères, les entreprises ont pu poursuivre la restructuration de leur bilan.

En ce qui concerne les sociétés privées non financières, le ratio d'endettement a continué de chuter au deuxième trimestre. Ce ratio a atteint un niveau sans précédent depuis les années 1970. La réduction du niveau d'endettement au deuxième trimestre a été le résultat, dans une large mesure, des bénéfices combinés à une faible demande de fonds, ainsi que des effets de la hausse de la valeur du dollar. De plus, les entreprises ont remplacé les emprunts et les effets à court terme par des émissions d'obligations au deuxième trimestre, ce qui a accentué la tendance à la baisse du ratio entre la dette à court terme et la dette à long terme. Conséquemment, les actifs à court terme ont continué de croître plus rapidement que les dettes à court terme et la liquidité de ces sociétés s'est accrue progressivement depuis le deuxième trimestre de 2000.

La dette nette des administrations publiques se contracte

La dette nette des administrations publiques a diminué au deuxième trimestre. À l'échelon fédéral, ce fléchissement s'explique largement par une demande

moins importante de fonds attribuable à l'excédent réalisé pendant le trimestre. La baisse observée dans les administrations publiques provinciales résulte partiellement de la réduction de la dette brute, plus précisément de la diminution des passifs libellés en devises étrangères. La hausse de l'actif net des caisses de sécurité sociale a aussi contribué à la diminution de la dette nette du secteur des administrations publiques.

Stimulée par le secteur immobilier, la valeur nette des ménages augmente

La valeur nette des ménages a augmenté à un rythme plus soutenu qu'au cours des deux trimestres précédents, stimulée par la forte hausse de la valeur des biens immobiliers résidentiels mais partiellement contrebalancée par une augmentation marquée de la dette. Ce phénomène s'inscrit dans le prolongement de la tendance amorcée en 2002 et résulte de l'expansion importante du marché de l'habitation.

Le ratio du crédit à la consommation et de la dette hypothécaire au revenu personnel disponible a atteint un nouveau sommet de 100,1 % (données désaisonnalisées), en raison du ralentissement de la croissance du revenu et de l'augmentation des emprunts pendant le trimestre.

La croissance des actifs financiers dans le secteur des particuliers a continué d'être limitée par la baisse de la valeur des caisses de retraite et des fonds communs de placement, qui reflète en partie la diminution de la valeur des actifs détenus en devises étrangères par ces investisseurs institutionnels au cours des deux derniers trimestres.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 378-0003 à 378-0007.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 1806.

Le numéro du deuxième trimestre de 2003 des *Comptes du bilan national* (13-214-XIF, 21 \$ / 45 \$) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*. On peut aussi se procurer l'ensemble complet des comptes du bilan national sur disquette (13-214-DDB 300 \$ / 1200 \$) dès 8 h 30 le jour de la diffusion. Cette disquette sera aussi en vente, à prix réduit (13-214-XDB 60 \$ / 240), sept jours ouvrables après la diffusion officielle. Pour plus de renseignements ou pour commander ces produits, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-3810 (iead-info-dcrrd@statcan.ca), Division des revenus et dépenses.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent d'information

au (613) 951-3640, Division des comptes des revenus et dépenses.

Comptes du bilan national¹

	Premier trimestre de 2002	Deuxième trimestre de 2002	Troisième trimestre de 2002	Quatrième trimestre de 2002	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	2001	2002
Valeur nette nationale								
données non désaisonnalisées								
Patrimoine national	3 814	3 880	3 921	3 968	4 026	4 087	3 747	3 968
Dette nette extérieure	...	...	...	...	...	...	5,3	5,9
Valeur nette nationale	3 602	3 665	3 717	3 784	3 810	3 860	3 558	3 784
Valeur nette nationale par habitant (en dollars)	115 000	116 700	118 100	120 100	120 700	121 900	113 900	120 100
	...	...	...	...	...	...	4,8	5,4
Valeur nette								
données désaisonnalisées								
Secteur des individuels	3 408	3 492	3 496	3 560	3 599	3 652	3 379	3 560
+ Secteur des entreprises	0,9	2,5	0,1	1,8	1,1	1,5	...	...
+ Secteur des administrations publiques	430	400	429	431	419	407	408	431
	5,4	-7,0	7,3	0,5	-2,8	-2,9	...	...
	-229	-222	-211	-207	-201	-193	-229	-207
= Valeur nette nationale	3 609	3 670	3 713	3 784	3 817	3 866	3 558	3 784
	1,4	1,7	1,2	1,9	0,9	1,3	...	...

¹ La première ligne représente la série elle-même, exprimée en milliards de dollars. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.
 ... N'ayant pas lieu de figurer.



Détention provisoire

1986-1987 à 2000-2001

Le taux de détention provisoire a augmenté à la fin des années 1980 et est demeuré relativement stable, en dépit de la baisse générale des taux de criminalité et des taux d'admission au placement sous garde, selon un nouveau rapport.

Par conséquent, les prévenus en sont venus progressivement à constituer une plus forte proportion de la population carcérale.

Le nombre d'admissions d'adultes en détention provisoire a presque doublé, passant d'environ 68 000 en 1986-1987 à plus de 110 000 en 1991-1992, et il est demeuré relativement constant par la suite. Depuis 1986-1987, la proportion des admissions dans des établissements provinciaux et territoriaux que représentaient les cas de détention provisoire n'a pas cessé d'augmenter, passant de 38 % à presque 60 % en 2000-2001.

Par contraste, les admissions après condamnation ont atteint un sommet de plus de 120 000 en 1992-1993. Elles ont constamment diminué depuis, pour se situer à juste un peu moins de 81 000 en 2000-2001, ce qui est attribuable en partie à l'introduction de la condamnation avec sursis en 1996.

En un jour donné lors de l'exercice 2000-2001, environ 7 400 adultes étaient en détention provisoire, soit 11 % de plus que l'année précédente et environ deux fois plus qu'en 1986-1987.

Les 7 400 adultes envoyés en détention provisoire représentaient 40 % de l'ensemble des personnes incarcérées dans les établissements provinciaux ou territoriaux en 2000-2001, comparativement à seulement 30 % en 1996-1997.

De plus, en un jour donné en 2000-2001, environ 440 jeunes, en moyenne, de 12 à 17 ans étaient en détention provisoire, soit 25 % de plus qu'en 1991-1992. Toutefois, ce niveau est inférieur de 8 % au sommet de 480 atteint en 1997-1998.

La détention provisoire, que l'on appelle également détention avant procès, est utilisée lorsque le tribunal ordonne le placement sous garde d'une personne en attendant une autre audience.

Dans le *Juristat* diffusé aujourd'hui, on dresse un profil de la détention provisoire au Canada et on examine certains des facteurs qui peuvent influencer sur les tendances de son utilisation.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 3306, 3312, 3313, 3302 et 3323.

Le *Juristat* : la détention provisoire au Canada, 1986-1987 à 2000-2001, vol. 23,

n° 7 (85-002-XIF20030078420, 8 \$ / 70 \$; 85-002-XPFF20030078420, 10 \$ / 93 \$) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-9023 ou composez sans frais le 1 800 387-2231, Centre canadien de la statistique juridique. ■

Diplômés universitaires de la Colombie-Britannique : évolution des revenus au fil du temps

Les résultats d'une nouvelle étude auprès des diplômés universitaires de la Colombie-Britannique n'appuient guère l'hypothèse selon laquelle la valeur d'un diplôme en sciences, en sciences humaines ou en sciences sociales a baissé par rapport à un diplôme dans un domaine d'études appliquées. Même si les revenus des diplômés dans les domaines d'études appliquées étaient plus élevés, l'écart n'a pas augmenté chez les diplômés plus récents. Ce résultat semble indiquer que les diplômés en sciences, en sciences humaines et en sciences sociales n'ont pas été touchés négativement par l'émergence d'une économie plus axée sur la technologie.

L'étude porte sur les revenus annuels des diplômés universitaires qui ont obtenu un baccalauréat d'une université de la Colombie-Britannique entre 1974 et 1996. Les revenus sont analysés jusqu'en 1997.

Les revenus ont été examinés pour voir comment ils ont évolué pour les diplômés plus récents. Les hommes ayant obtenu un diplôme en sciences, en sciences humaines ou en sciences sociales de 1990 à 1992 gagnaient 6,1 % de plus, cinq ans après avoir gradué, que ceux ayant obtenu leur diplôme de 1979 à 1981. Chez les titulaires d'un diplôme appliqué en commerce ou en génie, ceux qui ont gradué de 1990 à 1992 gagnaient 4,8 % de plus que leurs homologues de la cohorte antérieure. Ces écarts sur le plan de la croissance des revenus n'étaient pas statistiquement différents l'un de l'autre.

Une comparaison des femmes dans les mêmes cohortes de diplômées révèle que les titulaires d'un diplôme en sciences, en sciences humaines ou en sciences sociales gagnaient 11,8 % de plus cinq ans après l'obtention du diplôme, et que les titulaires d'un diplôme en commerce ou en génie gagnaient 10,5 % de plus que leurs homologues de la cohorte antérieure.

Un examen des revenus 10 ou 15 ans après l'obtention du diplôme révèle que les revenus des diplômés universitaires des programmes d'études appliquées et des programmes d'études académiques

ont augmenté de façon équivalente. Si les revenus des diplômés plus récents d'un domaine d'études appliquées étaient plus élevés que ceux des diplômés d'autres domaines d'études, on aurait pu conclure à une pénurie de diplômés des domaines d'études appliquées.

Comme les recherches précédentes, cette étude confirme que les revenus des diplômés de domaines d'études appliquées sont plus élevés que ceux des diplômés d'autres domaines d'études. Par exemple, dix ans après l'obtention du diplôme, les hommes qui ont obtenu un diplôme en commerce ou en génie entre 1984 et 1986 gagnaient 69 286 \$ par an comparativement à 55 028 \$ pour leurs homologues titulaires d'un diplôme en sciences, en sciences humaines ou en sciences sociales. Cependant, cet écart salarial n'a pas augmenté au cours de la période étudiée.

Alors que le nombre de diplômés du baccalauréat en provenance des institutions d'enseignement de la Colombie-Britannique a augmenté de façon graduelle au cours de la période d'étude, passant de 4 884 en 1974 à 10 330 en 1996, l'offre relative de diplômés ne s'est pas modifiée en faveur d'une plus grande proportion de diplômés en provenance des domaines d'études appliqués (ou académiques). Au début des années 1990, la répartition des diplômés en fonction des programmes d'études était la suivante : 10,2 % en commerce, 6,0 % en ingénierie, 15,4 % en sciences humaines, 27,1 % en sciences sociales, 14,1 % en sciences et 14,4 % en formation des maîtres. Cette répartition est demeurée inchangée depuis la fin des années 1990.

Si les revenus relatifs avaient augmenté pour les détenteurs d'un diplôme d'études appliquées, on aurait pu conclure que cette catégorie de diplômés a bénéficié davantage de l'émergence d'une économie plus axée sur la technologie. Si tel avait été le cas, la demande pour les diplômés en provenance des études appliquées aurait exercé des pressions à la hausse sur les salaires relatifs (en raison de l'immobilité de l'offre relative). Cependant, la stabilité des revenus relatifs parmi ces groupes indique plutôt que la demande a augmenté de façon équivalente pour les diplômés en provenance de tous les domaines d'étude.

Nota : Les données sur les diplômés universitaires ont été tirées de dossiers administratifs. À l'heure actuelle, des données sont disponibles seulement pour les diplômés de la Colombie-Britannique. Les revenus comprennent la rémunération et le revenu net provenant d'un travail autonome. Les diplômés au niveau du baccalauréat ont été inclus dans cette étude. Certains de ces diplômés ont peut-être poursuivi leurs études et

obtenu une maîtrise, un doctorat ou un autre diplôme. Les diplômés en médecine, en droit ou en provenance d'autres programmes professionnels ne sont pas inclus dans cette analyse.

L'étude *Les effets de cohorte sur les gains annuels selon le domaine d'études des diplômés universitaires de la Colombie-Britannique* (11F0019MIF2003200, gratuite) est maintenant offerte dans le site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page d'accueil, sélectionnez *Études*, puis *Parcourir les périodiques et les séries analytiques (Gratuits et payants)*. Sélectionnez ensuite *Direction des études analytiques*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Sébastien LaRochelle-Côté au (613) 951-0803, Division de l'analyse des entreprises et du marché du travail. ■

Indice des prix des produits agricoles

Juillet 2003

Les prix que les agriculteurs ont reçus pour leurs produits agricoles ont diminué de 8,7 % en juillet comparativement à juillet 2002, selon les données de l'Indice des prix des produits agricoles (IPPA).

L'indice du bétail a reculé de 12,8 % par rapport à juillet 2002. Il s'agit de la quinzième diminution mensuelle d'une année à l'autre observée en 17 mois. L'indice des cultures a baissé de 3,9 %, ce qui représente seulement la deuxième diminution mensuelle d'une année à l'autre enregistrée depuis septembre 2000.

L'IPPA (1997=100) se situait à 95,4 en juillet, en baisse de 6,0 % par rapport à juin.

L'indice du bétail et des produits d'origine animale a chuté de 9,7 % par rapport à juin pour s'établir à 89,1 en juillet, l'indice des bovins et des veaux ayant accusé un recul de 29,6 %. Le secteur des bovins a pratiquement interrompu ses activités le 20 mai 2003, date à laquelle une vache de l'Alberta a affiché un résultat positif à un test de dépistage de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB ou maladie de la vache folle). Les États-Unis, ainsi que d'autres pays, se sont empressés de fermer leurs frontières aux ruminants et à tous les produits associés. La perte d'importants marchés d'exportations a entraîné une offre excédentaire, qui s'est traduite par une régression de tous les prix des bovins, c'est-à-dire les bovins d'abattage, les bovins d'engraissement et les veaux.

L'indice des porcs a diminué de 3,3 % par rapport à juin pour se fixer à 86,2 en juillet. Malgré ce recul, l'indice des porcs est demeuré bien au-dessus des

niveaux atteints entre septembre 2002 et avril 2003, période où l'indice se situait dans une fourchette de 60,6 à 78,9. L'accroissement des exportations de porcs vers les États-Unis s'est traduit par un resserrement des approvisionnements de porcs au Canada durant cette période prolongée.

L'indice de la volaille ainsi que celui des oeufs sont demeurés inchangés en juillet par rapport à juin, alors que l'indice des produits laitiers a fléchi de 0,1 %. D'une année à l'autre, les indices de la volaille (+5,1 %), des oeufs (+0,7 %) et des produits laitiers (+6,2 %) ont augmenté. L'indice des oeufs enregistre des augmentations d'une année à l'autre depuis août 2000, alors que l'indice des produits laitiers s'accroît depuis mai 2002, et celui de la volaille depuis mars 2003.

D'un mois à l'autre, l'indice des cultures a fléchi de 2,6 % en juillet, toutes les composantes de l'indice, à l'exception des pommes de terre (+8,3 %), ayant enregistré des baisses par rapport à juin.

Bien que l'indice des pommes de terre soit passé de 147,1 en juin à 159,3 en juillet, l'indice est demeuré bien au-dessous de la barre de 234,5 enregistrée en juillet 2002. Les prix des cultures spéciales, des

céréales et des oléagineux ont accusé un recul depuis janvier en raison des prévisions d'une production automnale plus près de la normale.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 002-0021 et 002-0022.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5040.

Il est maintenant possible de consulter le numéro de juillet 2003 de la publication *Indice des prix des produits agricoles*, vol. 3, n° 7 (21-007-XIB, gratuit) dans le site Web de Statistique Canada. À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez les rubriques *Gratuites*, puis *Agriculture*.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, composez sans frais le 1 800 465-1991. Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Bernie Rosien au (613) 951-2441 (bernie.rosien@statcan.ca), Division de l'agriculture. Télécopieur : (613) 951-3868.

**Indice des prix des produits agricoles
(1997=100)**

	Juillet 2002 ^r	Juin 2003 ^r	Juillet 2003 ^p	Juillet 2002 à juillet 2003 var. en %	Juin à juillet 2003
Indice des prix des produits agricoles	104,5	101,5	95,4	-8,7	-6,0
Cultures	106,2	104,8	102,1	-3,9	-2,6
Céréales	108,7	106,2	102,4	-5,8	-3,6
Oléagineux	96,1	91,1	88,5	-7,9	-2,9
Cultures spéciales	120,5	107,3	106,5	-11,6	-0,7
Fruits	102,4	105,2	100,3	-2,1	-4,7
Légumes	109,5	111,1	107,7	-1,6	-3,1
Pommes de terre	234,5	147,1	159,3	-32,1	8,3
Bétail et produits d'origine animale	102,2	98,7	89,1	-12,8	-9,7
Bovins et veaux	108,9	90,4	63,6	-41,6	-29,6
Porcs	84,9	89,1	86,2	1,5	-3,3
Volaille	92,9	97,6	97,6	5,1	0,0
Oeufs	100,8	101,5	101,5	0,7	0,0
Produits laitiers	110,0	116,9	116,8	6,2	-0,1

^r Données révisées.

^p Données provisoires.

Fer et acier primaire

Juillet 2003

Il est maintenant possible d'obtenir les données de juillet sur le fer et l'acier primaire.

Données stockées dans CANSIM : tableau 303-0010.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 2106, 2116 et 2184.

Le numéro de juillet 2003 de *Fer et acier primaire*, vol. 58, n° 7 (41-001-XIB, 5 \$ / 47 \$) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au (613) 951-9497 ou composez sans frais le 1 866 873-8789 (*manufact@statcan.ca*), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Transporteurs routiers de marchandises pour compte d'autrui : tous les transporteurs

Premier trimestre de 2003

Le nombre estimatif de transporteurs routiers de marchandises pour compte d'autrui domiciliés au Canada (ceux dont les recettes annuelles atteignent 1 million de dollars ou plus) a diminué pour s'établir à 2 960 au premier trimestre de 2003, comparativement à 3 124 au premier trimestre de 2002. Leurs recettes d'exploitation ont totalisé 5,39 milliards de dollars et leurs dépenses d'exploitation ont atteint 5,11 milliards de dollars, en hausse de 1,0 % et de 2,2 % respectivement par rapport au premier trimestre de 2002. Cette augmentation des dépenses d'exploitation est notamment attribuable à des hausses marquées des autres dépenses (+11,1 %), des dépenses reliées à la dépréciation (+9,4 %) et au coût du carburant (+5,5 %).

En raison de l'effet combiné de la baisse du nombre estimatif de transporteurs et de la hausse globale des recettes et des dépenses d'exploitation, les recettes et les dépenses d'exploitation moyennes du premier trimestre de 2003 ont sensiblement augmenté par rapport au premier trimestre de 2002. Ces hausses ont été de 6,4 % pour les recettes d'exploitation moyennes

et de 8,1 % pour les dépenses d'exploitation moyennes. Ainsi, les recettes et les dépenses d'exploitation moyennes ont respectivement atteint 1,82 million de dollars et 1,73 million de dollars comparativement à 1,71 million de dollars et 1,60 million de dollars au premier trimestre de 2002. Le ratio d'exploitation (les dépenses d'exploitation divisées par les recettes d'exploitation) a pour sa part augmenté légèrement pour s'établir à 0,95.

Les recettes du camionnage pour compte d'autrui pour les mouvements de marchandises internationaux ont progressé de 10,6 % pour se fixer à 1,99 milliard de dollars contre 1,80 milliard de dollars au premier trimestre de 2002. Les recettes du mouvement de marchandises en provenance du Canada ont augmenté de 11,5 %, alors que les recettes du mouvement de marchandises à destination du Canada ont progressé de 9,8 %.

Données stockées dans CANSIM : tableau 403-0002.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2748.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Denis Pilon au (613) 951-2707 (*denis.pilon@statcan.ca*), Division des transports. Télécopieur : (613) 951-0579. ■

Produits pétroliers raffinés

Avril 2003

Il est maintenant possible de consulter les données d'avril sur l'approvisionnement, l'utilisation et les ventes intérieures de produits pétroliers raffinés.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 134-0001 à 134-0004.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2150.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au (613) 951-9497 ou composez sans frais le 1 866 873-8789 (*energ@statcan.ca*), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Nouveaux produits

Infomat, revue hebdomadaire, 26 septembre 2003
Numéro au catalogue : **11-002-XIF** (3 \$/109 \$).

Infomat, revue hebdomadaire, 26 septembre 2003
Numéro au catalogue : **11-002-XPF** (4 \$/145 \$).

Documents de recherche de la Direction des études analytiques : les effets de cohorte sur les gains annuels selon le domaine d'études des diplômés universitaires de la Colombie-Britannique, n° 200
Numéro au catalogue : **11F0019MIF2003200**
(gratuit).

Comptes du bilan national, estimations trimestrielles, deuxième trimestre de 2003
Numéro au catalogue : **13-214-DDB** (300 \$/1 200 \$).

Comptes du bilan national, estimations trimestrielles, deuxième trimestre de 2003
Numéro au catalogue : **13-214-XDB** (60 \$/240 \$).

Comptes du bilan national, estimations trimestrielles, deuxième trimestre de 2003
Numéro au catalogue : **13-214-XIF** (21 \$/45 \$).

Indice des prix des produits agricoles, juillet 2003, vol. 3, n° 7
Numéro au catalogue : **21-007-XIB**
(gratuit).

Extraction de minerais métalliques, 2001
Numéro au catalogue : **26-223-XIB**
(gratuit).

Fer et acier primaire, juillet 2003, vol. 58, n° 7
Numéro au catalogue : **41-001-XIB** (5 \$/47 \$).

Bulletin de service : transports terrestre et maritime, vol. 19, n° 1
Numéro au catalogue : **50-002-XIB** (10 \$).

Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières, juillet 2003, vol. 69, n° 7
Numéro au catalogue : **67-002-XIF** (14 \$/132 \$).

Juristat : la détention provisoire au Canada, 1986-1987 à 2000-2001, vol. 23, n° 7
Numéro au catalogue : **85-002-XIF20030078420**
(8 \$/70 \$).

Juristat : la détention provisoire au Canada, 1986-1987 à 2000-2001, vol. 23, n° 7
Numéro au catalogue : **85-002-XPF20030078420**
(10 \$/93 \$).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette et -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le : **1 800 267-6677**

Pour les autres pays, composez le : **1 613 951-7277**

Pour envoyer votre commande par télécopieur,
composez le : **1 877 287-4369**


Pour un changement d'adresse ou pour connaître
l'état de votre compte, composez le : **1 800 700-1033**

Pour commander par la poste, écrivez à : Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6.
Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS
et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : infostats@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web
de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Catalogue 11-001-XIF (anglais) 11-001-XIF-03090403



Le Quotidien
Statistique Canada

Le jeudi 5 juin 1997
Horaire de diffusion 8 h à 10 h 30



PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** 2
Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 65 déplacements au travail par les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** 5
À l'instar de la croissance de l'emploi et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 fut considérablement plus faible.

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Indice de l'offre d'emploi, mai 1997 10
- Enjeux sur les anticipations à court terme 10
- Aide en matière pénitentiaire, septembre/octobre et le 31 mai 1997 11
- Production d'œufs, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 10

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>.
Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2004. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source : Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire : Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.

Calendrier des communiqués : 29 septembre au 3 octobre

(À cause de circonstances imprévisibles, les dates de parution peuvent être modifiées.)

Date de parution	Titre	Période de référence
29	Indicateurs nationaux du tourisme	Deuxième trimestre de 2003
29	Enquête sur la diversité ethnique	2002
30	Indices des prix des produits industriels et des matières brutes	Août 2003
30	Produit intérieur brut par industrie	Juillet 2003
30	Assurance-emploi	Juillet 2003
1	Homicide	2002
1	Revenu familial et participation aux études postsecondaires	1980 à 2000
3	Production des principales grandes cultures	Septembre 2003
